

LA LETTRE ECO

N°127

16 mai 2015

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°127

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- La nouvelle guerre de l'or noir a commencé
- La bourse toute désappointée
- L'euro retrouve des couleurs

Si vous étiez absent cette semaine...

- La croissance est revenue mais pour combien de temps
- L'Europe bat les Etats-Unis
- La Grèce toujours « on the edge »

Le Coin de la Conjoncture

- Bonheur et perversité des taux bas
- Et si la BCE arrêta le quantitative easing ?
- Le taux d'épargne résiste à tout ou presque
- Un CICE poussif a plombé le taux de marge

Le Coin des Tendances

- Quel avenir pour les réseaux bancaires ?
- Quand la Chine devient un champion de la lutte contre la pollution

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 15 mai 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	4 993	-1,90 %	4 272
Dow Jones	18 272	+0,45 %	17 823
Nasdaq	5 048	+0,89 %	4 777
Dax Allemand	11 44	-2,24 %	9 805
Footsie	6 960	-1,23 %	6 566
Eurostoxx	3 573	-2,09 %	3 146
Nikkei	19 782	+ 1,83 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (12 mai 2015 Bdf) Marché secondaire 15 mai)	0,9740 0,910	0,8280 % 0,837 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (marché secondaire 15 mai)	0,633 %	0,546 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (marché secondaire 15 mai)	2,155	2,141 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (vendredi 15 mai 17 H 30)	1,1437	+2,04 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars 1^{er} fixing Londres (vendredi 15 mai)	1216	+2,62 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (vendredi 15 mai 17 H 30)	66,540	+1,73 %	57,54

La nouvelle guerre de l'or noir vient de commencer

La bataille de l'or noir a commencé. Qui de l'OPEP, des Etats-Unis ou des autres producteurs sera le maître du pétrole ? Réponse dans un ou deux ans... Le pétrole reste malgré le développement des énergies renouvelables incontournable.

Pour reprendre le contrôle du marché, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et en premier lieu l'Arabie Saoudite, ont décidé, en laissant filer les prix vers le bas, de décourager leurs concurrents. Jusqu'à maintenant, l'objectif n'est pas atteint selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) dans son rapport mensuel : « Il serait prématuré de suggérer que l'OPEP a gagné la bataille des parts de marché. Au contraire, cette bataille vient juste de commencer ». En maintenant ses quotas de production à 30 millions de barils par jour, l'OPEP pensait ruiner les producteurs américains de schiste, larges contributeurs à la hausse de l'offre. Certes, cela n'a pas été sans effet. Toujours selon l'AIE, une mise en réserve de 60 % des forages américains a été enregistrée ; mais, en parallèle, d'autres producteurs hors OPEP ont maintenu voire augmenté leur production, souligne l'AIE. Il s'agit de la Russie ou encore du Brésil. L'Arabie Saoudite a dû, en outre, réduire ses exportations pour satisfaire les demandes de certains membres de l'OPEP dont l'Algérie qui étaient asphyxiés par un cours trop bas.

Le marché est de plus en plus réactif ; la hausse récente des cours a favorisé le retour à la production de certains foreurs américains. Les prévisions de production des pays hors OPEP pourraient atteindre 57,8 millions de barils par jour en hausse de près d'un million de barils. Conscients que la bataille ne fait que commencer, plusieurs pays de l'OPEP s'équipent pour inonder le marché. L'Arabie Saoudite, le Koweït, et les Émirats Arabes Unis ont augmenté leur nombre de forages ; l'Irak et la Libye ont dopé leur production tandis que celle de l'Iran a atteint un plus haut depuis juillet 2012. Avec une production de 31,2 millions de barils par jour en avril, l'OPEP est en train de dépasser ses quotas. Par ailleurs, afin de maintenir leurs recettes fiscales, les pays membres tentent de vendre davantage à leurs clients. Il est donc fort probable que le cours du baril de pétrole revienne assez rapidement en-dessous des 60 dollars d'ici l'été d'autant que la croissance de la demande reste faible.

La bourse toute désappointée

Le CAC 40 a terminé la semaine en-dessous des 5000 points. Tout comme les autres places européennes, Paris a réagi aux mauvais résultats américains. L'indice Michigan de confiance du consommateur américain est en nette baisse. Attendu à 96, l'indicateur de confiance est ressorti à 88,6 en mai, tandis que l'indice « Empire State » d'activité manufacturière dans la région de New York s'est établi à 3,09 au titre du mois de mai contre 5 attendus. Par ailleurs, la production industrielle est en baisse pour le cinquième mois consécutif. Les bourses après avoir connu un début d'année temporisent. D'un côté il y a le ralentissement de la Chine, de l'autre les déconvenues américaines. De ce fait, l'attentisme et les prises de bénéfices sont de rigueur.

L'euro retrouve des couleurs et les taux s'enflamment

L'euro, depuis son plus bas annuel touché à la mi-mars à 1,0457 dollar a regagné une grande partie du terrain abandonné lors du premier trimestre. Dopée par la faiblesse des indicateurs américains, la monnaie commune bénéficie également de l'amélioration de la conjoncture européenne.

Sur le marché secondaire de la dette, celle déjà émise, le Bund allemand à 10 ans s'est traité à 0,64 % en fin de semaine quand l'équivalent américain s'échangeait à 2,16 %. Depuis le plancher historique à 0,049 % d'avril, le titre allemand a repris près de 60 points de base. Ce mouvement illustre l'agitation qui règne sur les marchés devises et obligataires et la possibilité d'un débordement sur les marchés « actions ».

Désormais, les titres allemands s'échangent avec des taux d'intérêt réels jusqu'à 4 ans contre 7 ans auparavant. L'idée d'un bund à 10 ans en taux négatif s'éloigne. Les marchés jouent la convergence des taux entre Etats-Unis et Europe. Le ralentissement de l'activité Outre-Atlantique et la reprise en Europe incitent à ce mouvement. La disjonction des taux étant un des objectifs de la BCE, elle devra certainement intervenir pour casser le mouvement de hausse s'il se confirmait.

Le taux de l'OAT à 10 ans est repassé au-dessus de son niveau du mois de janvier. Si cette progression des taux se confirmait, ce serait une bonne nouvelle pour les épargnants mais une mauvaise nouvelle pour l'Etat et ses contribuables. Un point de taux en plus, c'est 10 milliards d'euros pour le service de la dette.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE...

La croissance est revenue mais pour combien de temps ?

Comme prévu mais mieux que prévu, la croissance est de retour, en France, avec une augmentation du PIB de 0,6 % au premier trimestre, après une stabilité au quatrième trimestre 2014. C'est le meilleur résultat enregistré depuis le deuxième trimestre 2013 (+0,7 %). Cette croissance repose en grande partie sur la bonne tenue de la consommation des ménages qui a augmenté de +0,8 % après +0,1 % au 4^{ème} trimestre.

L'investissement reste toujours le point noir de l'économie française avec un recul de -0,2 % après -0,4 %. L'investissement des ménages continue de baisser (-1,4 % après -1,1 %) tandis que celui des entreprises progresse péniblement de +0,2 % après -0,1 %. L'investissement en construction recule davantage avec -1,3 % au premier trimestre après -0,9 % au 4^{ème} trimestre 2014.

Les dépenses en biens manufacturés augmentent à nouveau (+1,2 % après -0,3 %). Celui des services marchands est également en petite hausse (+0,4 % après +0,2 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué à la croissance du PIB pour +0,5 point après +0,1 point fin 2014.

Les variations de stocks contribuent favorablement à la croissance de l'activité au premier trimestre 2015 : +0,5 point après -0,3 point au quatrième trimestre 2014. Les seuls matériels de transport contribuent pour +0,4 point de PIB, faisant ainsi plus que compenser la contribution du solde commercial de ces biens (-0,3 point).

Malgré la dépréciation de l'euro, le commerce extérieur n'a pas joué favorablement sur la croissance du 1^{er} trimestre. En effet, les exportations ralentissent avec une hausse de 0,9 % après +2,5 % quand les importations augmentent de 2,3 % après +1,5 %. De ce fait, le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB à hauteur de -0,5 point, après +0,2 point le trimestre précédent.

Au premier trimestre 2015, la production totale de biens et services a augmenté de 0,7 %, après avoir stagné fin 2014. La production manufacturière se reprend avec une hausse de +1,3 % après +0,1 %. Cette augmentation s'explique par les bons résultats des matériels de transports (+5,6 % après -2,4 %) ainsi que de la production d'énergie. Dans les services marchands, la production ne croît que de +0,6 % après +0,3 %. En revanche, l'activité dans la construction recule de -1,0 % après -0,9 %. Le secteur du bâtiment continue à souffrir malgré les taux bas.

La croissance n'a pas été assez forte et assez structurante pour empêcher la poursuite des destructions d'emploi au 1^{er} trimestre.

Au premier trimestre 2015, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles diminue de 0,1 % soit une perte de 13 500 postes, après une perte de 1 300 au quatrième trimestre 2014).

L'emploi continue de reculer quasiment au même rythme qu'au trimestre précédent dans l'industrie (-0,2 % contre -0,3 % au quatrième trimestre 2014) et dans la construction (-1,0 % contre -1,3 % au quatrième trimestre 2014). L'emploi du secteur tertiaire dans son ensemble est stable (après +0,2 % au trimestre précédent). Hors intérim, l'emploi du secteur tertiaire augmente même légèrement sur le trimestre (+0,1 %). Sur un an, l'emploi marchand hors intérim diminue néanmoins de 73 000 postes, soit -0,5 %.

L'emploi intérimaire se replie au premier trimestre 2015 (-9 200 postes, -1,7 %), après une forte hausse le trimestre précédent (+24 100 postes, +4,7 %). Il augmente très légèrement sur un an (+4 500 postes, +0,8 %).

Et pour la suite...

La Banque de France prévoit, pour le deuxième trimestre, une croissance plus lente avec un taux de 0,3 %. L'industrie et les services marchands devraient, selon la Banque centrale, rester bien orientés quand le bâtiment stagnerait à un niveau de faible activité.

Avec l'augmentation des prix pétroliers, le taux d'inflation est repassé en territoire positif. Cette hausse pourrait légèrement freiner la croissance dans les prochains mois si elle se confirmait. Néanmoins, le retour de l'Iran sur le marché devrait peser au cours du second semestre sur les cours pétroliers.

L'augmentation des taux d'intérêt constatée depuis quelques semaines ainsi que la légère appréciation de la monnaie commune ne sont pas en mesure de pénaliser l'activité économique. Les taux sur l'OAT à 10 ans sont revenus à leur niveau de début d'année, niveau qui est plus conforme à la réalité économique et financière que le taux de 0,4 % atteint au mois d'avril.

Compte tenu de l'acquis de croissance, la barre des 1 % devrait être franchie en 2015. Est-il possible d'atteindre 1,5 % ? Tout dépend de la reprise de l'investissement ainsi que de l'effet de la croissance sur l'emploi ? Une augmentation des créations d'emploi serait à même de renforcer la consommation et de doper la production. A cet effet, il faudra suivre l'évolution du taux d'utilisation des capacités de production qui est actuellement de 76,6 % selon la Banque de France. Il faudrait qu'il atteigne 78 % assez rapidement afin d'inciter les chefs d'entreprise à accroître leurs investissements. Sur ce sujet, il faut souligner que la France a accumulé un grave retard en ce qui concerne la modernisation de son outil productif.

L'Europe bat les Etats-Unis

La France n'est pas la seule à avoir connu un bon premier trimestre. La quasi-totalité des pays de l'Union et de la zone euro ont enregistré de bons résultats.

En effet, au cours du premier trimestre, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,4 % tant dans la zone euro qu'au sein de l'Union européenne par rapport au trimestre précédent, selon les estimations d'Eurostat. Ce résultat confirme le sentiment de reprise qui était déjà présent en fin d'année dernière. Au cours du

quatrième trimestre 2014, le PIB avait crû de 0,3 % dans la zone euro et de 0,4 % dans l'Union Européenne. Les Etats-Unis qui faisaient la course en tête ces derniers temps ont marqué le pas avec une croissance de 0,1 % au premier trimestre qui fait suite à un taux de 0,5 % au 4^{ème} trimestre. Néanmoins, sur un an, le taux de croissance américain demeure élevé à 3 % contre 1 % au sein de la zone euro et 1,4 % au sein de l'Union européenne.

La France avec 0,6 % de croissance fait mieux que la moyenne ce qui n'a pas été le cas ces derniers trimestres.

Parmi les champions de la croissance du premier trimestre figurent Chypre (1,6 %), la Roumanie (1,6 %), (la Bulgarie (0,9 %), l'Espagne (0,9 %), la Slovaquie (0,8 %). L'Allemagne a enregistré une croissance de 0,3 %. L'Italie qui était en difficulté durant toute l'année 2014 a renoué avec un taux de croissance positif (0,3 %). La croissance anglaise qui était insolente il y a un an (0,8 % au 1^{er} trimestre 2014) se ralentit. Elle n'a été que de 0,3 % au premier trimestre 2015.

Parmi les mauvais élèves, nous retrouvons la Lituanie (-0,6 %), l'Estonie (-0,3 %), la Grèce (-0,2 %) et la Finlande (-0,1 %). Les pays baltes ainsi que la Finlande sont touchés par la récession de la Russie et des embargos qui ont été décidés dans le cadre de la crise ukrainienne. La Grèce enregistre une diminution de son PIB. Les incertitudes économiques et financières qui pèsent sur la Grèce ont mis un terme au processus de restauration de la croissance. L'arrêt des investissements et la fuite des capitaux expliquent cette situation. Par ailleurs, la Grèce dépend de l'activité touristique qui est, en règle générale, assez calme durant le premier trimestre.

En l'absence des statistiques irlandaises, les pays ayant les plus forts taux de croissance au sein de l'Union sont, sur un an, la Roumanie (4,2 %), la Slovaquie (2,9 %), la Hongrie (2,9 %), l'Espagne (2,6 %), le Royaume-Uni (2,4 %) et les Pays-Bas (2,4 %). Néanmoins, l'Irlande devrait rester largement devant. Au dernier trimestre 2014, son taux de croissance annuelle dépassait 4 %. Parmi les derniers de la classe figurent la Finlande (-0,1 %), l'Italie (0,0 %), l'Autriche (0,1 %), Chypre (0,2 %) et la Grèce (0,3 %).

Avec un taux de 0,7 %, la France reste en-dessous de la moyenne européenne (1,4 %) et de la celle de la zone euro (1,0 %). L'Allemagne conserve encore un petit avantage avec un taux de croissance sur un an de 1 %.

La Grèce, toujours « on the edge »

La Grèce est toujours sur le fil du rasoir. Malgré un remboursement in extremis au FMI 750 millions d'euros, le Gouvernement demande aux créanciers européens d'assouplir leurs positions. Or, il ne resterait que quelques jours de liquidités à la Grèce pour faire face à ces échéances internes (paiement des fonctionnaires, retraites...). Le bras de fer doublé d'un poker menteur risque de mal se terminer pour Alexis Tsipras.

Le Premier ministre grec a durant cette dernière semaine affirmé son intransigeance face aux créanciers internationaux. Déclarant qu'un accord devrait bientôt être trouvé

après des mois de discussions, il a fixé ses lignes rouges. Il refuse de baisser les retraites et les salaires des fonctionnaires. “Il n’y a aucune chance que le gouvernement grec cède sur la question des salaires et des retraites. Les salariés et retraités ont assez souffert dans ce pays. Le temps de la redistribution est désormais arrivé, celui d’un partage équitable du fardeau” a-t-il déclaré.

Depuis août dernier, les créanciers n’ont versé aucune nouvelle tranche d’aide pour la Grèce, qui pourrait vite se trouver en défaut de paiement. D’ici la fin du mois de juin, la Grèce doit trouver une dizaine de milliards d’euros. Avec le retour de la récession, les risques d’un clash augmentent. L’option d’un référendum sur l’appartenance de la Grèce à la zone avancée par le Premier Ministre semble être remise. Le Gouvernement est conscient que l’opinion est très divisée et que l’actuelle majorité pourrait se déchirer sur ce sujet. Par ailleurs, la sortie qui serait synonyme de banqueroute aurait pour conséquence de donner les clefs de la Grèce au FMI. Il faut toujours mieux discuter avec plusieurs interlocuteurs qu’avec un seul. La voie est donc de plus en plus étroite et le calendrier se resserre.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Bonheur et perversité des taux bas

Les Banques centrales américaine et anglaise ne jouent-elles pas avec le feu en tardant à remonter les taux ? Il avait été convenu que le relèvement devait intervenir à partir du moment où le taux de chômage redescendait en-dessous de 6 %. Tel n’a pas été le cas. En analysant leur action par rapport aux cycles de croissance passés, les Banques centrales sont en retard. Le début de la remontée des taux d’intérêt a lieu aux Etats-Unis en règle générale deux ans après le point bas du cycle (1986, 1988, 1994, 2004 et 3 ans ou 4 ans avant le point bas du chômage (1988, 1994, 2004). Au Royaume-Uni, elle a lieu 2 ans après le point bas du cycle (1988, 1995, 2003) et 2 ou 3 ans avant le point bas du chômage.

Avec la très forte désinflation générée par la baisse des cours du pétrole, ces banques centrales ont différé leurs décisions. D’autres facteurs expliquent l’actuelle temporisation des banques centrales.

Les comités de politique monétaire considèrent que le taux de chômage n’est pas un indicateur fiable pour apprécier la situation du marché de l’emploi. Ils intègrent pour se faire leur jugement le taux de participation de la population active à l’emploi surtout aux Etats-Unis et au Royaume-Uni où l’intérêt à s’inscrire au chômage est moindre qu’au sein des pays membres de la zone euro. Le taux de participation américain, qui ressortait à 62,7 % en mars, remonte très légèrement à 62,8 %. Il reste inférieur à son niveau d’avant crise.

Le maintien des taux directeurs à des niveaux historiquement bas est également justifié par les menaces déflationnistes. Une remontée des taux ne pourrait, en réduisant les possibilités de crédits, que favoriser l’enclenchement d’une spirale déflationniste.

Le niveau très élevé de la dette publique doit être pris en compte avant tout relèvement de taux. Une remontée trop rapide des taux pourrait fragiliser le secteur financier qui a accumulé un stock important de titres à faibles taux. Une augmentation des taux déprécierait ce stock instantanément.

Le caractère fragile de la croissance qui varie assez fortement d'un trimestre à un autre incite les autorités monétaires à la prudence. En outre, le relèvement des taux favoriserait une appréciation de la monnaie ce qui pourrait freiner la croissance. Cet argument n'est pas neutre au regard de la sensibilité accrue des Etats-Unis à l'appréciation du dollar. Les Etats-Unis sont devenus tous à la fois un pays pétrolier et un pays très inséré dans les circuits complexes de la mondialisation.

Si tous ces arguments jouent en défaveur d'une remontée des taux, en revanche, celle-ci serait souhaitable afin de redonner aux banques centrales des marges de manœuvre. En cas de survenue d'une nouvelle crise, elles n'ont pas d'outils à disposition. Cette situation est d'autant plus dangereuse que les gouvernements ne peuvent plus guère user du volant budgétaire pour contrecarrer les effets d'une récession.

Enfin, avec une croissance qui se situe entre 2 et 3 %, le maintien de taux directeurs extrêmement bas peut modifier en profondeur l'appréciation des risques et du rendement de la part des investisseurs. Plus les banques centrales tardent à augmenter leurs taux, plus il sera difficile de la faire. Il y a une accoutumance aux taux bas qui est, sur le long terme, assez perverse.

Et si la BCE arrêta le quantitative easing ?

La question d'une fin prématurée des injections des liquidités peut apparaître saugrenue mais la réponse illustre parfaitement la difficulté d'en finir avec des injections de liquidité. Par ailleurs, il faut être conscient que les Allemands se sont ralliés au QE contre leur gré. Ils pourraient faire pression pour arrêter au plus tôt l'expérience.

Quelles seraient les conditions pour un arrêt inopiné du QE ?

La BCE ayant un objectif d'inflation, son retour dans la cible des 2 % pourrait conduire à un arrêt du QE. C'est le meilleur argument pour demander l'arrêt des injections de liquidités mais même si le pétrole est en hausse, l'inflation sous-jacente déconnectée des variations conjoncturelles reste faible voire très faible. Par ailleurs, nul ne croit à la poursuite du mouvement de hausse des produits pétroliers.

Même si ses statuts ne le prévoient pas, il est possible que la BCE ait fixé un objectif de croissance. Dans ce cas, il est fort probable que d'ici septembre 2016, la croissance n'est pas encore atteint un rythme de croisière.

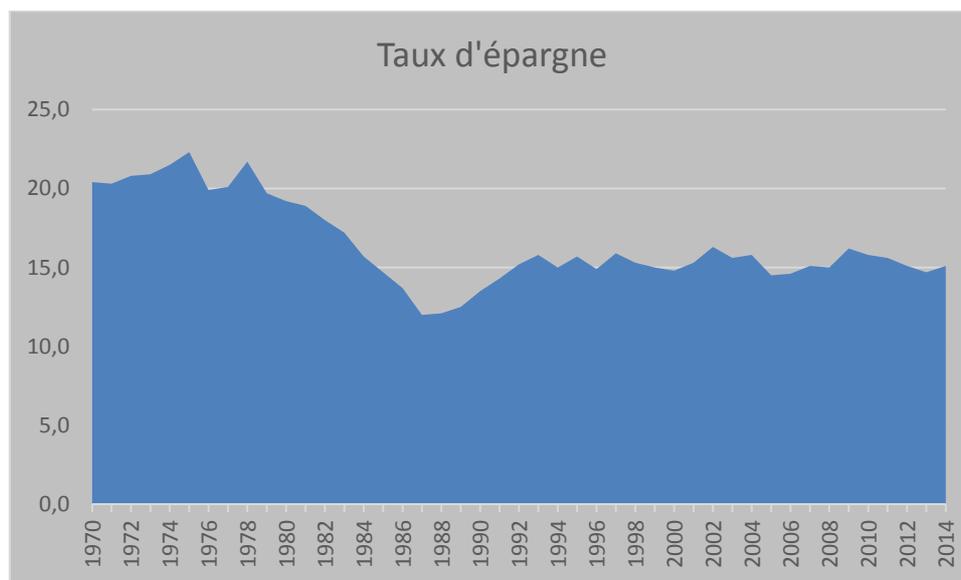
Si la BCE changeait de politique monétaire avant le terme du mois de septembre 2016, sa crédibilité pourrait être entachée.

Le retournement des marchés financiers depuis trois semaines est intimement lié à des anticipations de relèvement des taux. Les investisseurs projettent la fin du QE. Les conséquences sont la hausse des taux d'intérêt à long terme de la zone euro, la remontée des spreads de crédit, la baisse des cours boursiers de la zone euro, la réappréciation de l'euro et l'augmentation de la demande de cash en euros.

Tout concourt à ce que les injections de liquidité se poursuivent jusqu'au mois de septembre 2016.

Le taux d'épargne résiste à tout ou presque

Depuis plus de vingt ans, le taux d'épargne des ménages évolue autour de la barre des 15%. L'amplitude du taux est très faible. Depuis 1994, il a évolué entre 14,5 et 16,2 %. Les variations à la hausse sont souvent liées à des crises ou à des ralentissements économiques. Les mouvements à la baisse sont plus erratiques. Les hausses des prélèvements ou une amélioration de la conjoncture peuvent expliquer une moindre épargne mais à chaque fois, l'épargnant français reste dans l'épaisseur du trait.



Donnes INSEE

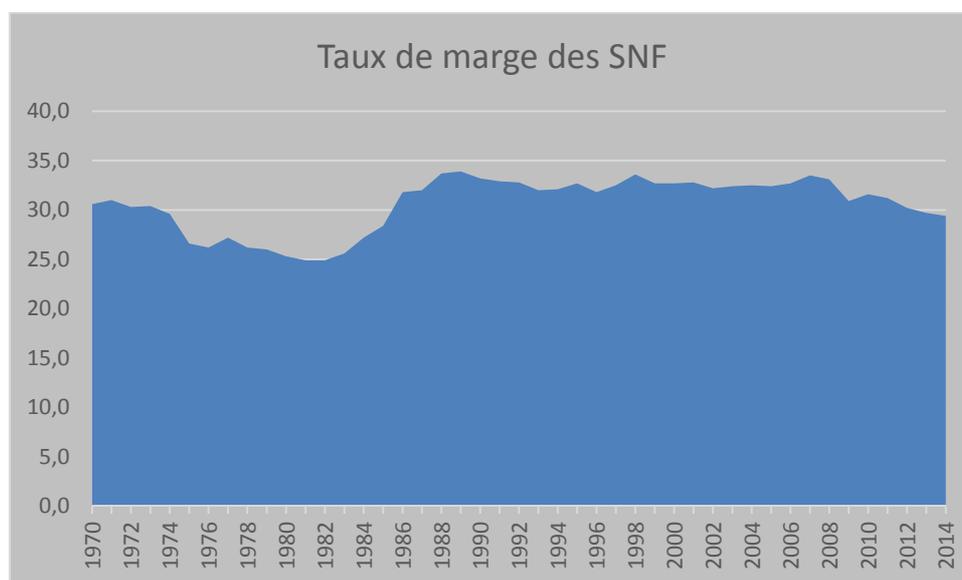
Un CICE poussif a plombé le taux de marge.

Le taux de marge des sociétés non financières qui correspond, en comptabilité nationale, à l'excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée est souvent considéré comme le juge de paix de la bonne santé du secteur marchand. Le taux de marge a baissé l'année dernière. Il est tombé à 29,4 % quand il s'élevait à 29,7 % en 2013 et 33,5 % en 2007.

Ce mauvais résultat du taux de marge peut surprendre étant donné que le Gouvernement avait décidé d'inverser la courbe grâce au Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'Emploi.

La Direction générale des finances publiques a indiqué dans son rapport annuel que plus de 900 000 entreprises ont bénéficié de 8,7 milliards d'euros de remboursements ou imputations au titre du CICE en 2014 soit un montant inférieur aux prévisions du Gouvernement qui tablait sur un objectif de 10,6 milliards d'euros.

Pour 2015, la montée en puissance sera amplifiée en 2015 avec +50 % de droits pour chaque entreprise, à effectifs et masse salariale constants, pour atteindre l'objectif de 20 milliards d'euros par an prévu pour 2017. Initialement, les 20 milliards d'allègement devaient être atteint en 2015. Néanmoins, il faut ajouter à ce dispositif les allègements prévus dans le pacte de responsabilité qui portent, cette année, sur 11 milliards d'euros



Données INSEE

LE COIN DES TENDANCES

Quel avenir pour les réseaux bancaires ?

Par tradition et du fait de la réglementation, les souscriptions de produits bancaires et d'assurances sur Internet restent faibles, entre 4 et 6 % en 2014. En revanche, la consultation de ses comptes en ligne s'est diffusée largement au sein de la population. Plus de neuf Français sur 10 gèrent ses comptes en ligne. Les Français se rendent de moins en moins en agences avec à la clef moins de rendez-vous avec la personne en charge de leurs comptes ; la baisse est de 20 % en 5 ans. Deux tiers des clients urbains se rendent moins d'une fois par mois dans leur agence. Un quart des agences ne seraient plus rentables. Si pour le moment les fermetures restent marginales (5 % d'agences en moins depuis 2007) en raison de la forte concurrence entre réseaux, face à la révolution Internet, les banques tentent développer de nouveaux services. Ainsi, BNPPARIBAS s'était essayé à la vente de téléphones portables dans le cadre d'un partenariat avec Orange. En joignant cette offre avec la possibilité de payer avec son téléphone, la banque espérait pouvoir fidéliser ses

clients. Cela a été un échec du fait qu'au même moment, les prix des abonnements ont baissé avec l'arrivée de Free. Le Crédit Mutuel s'essaie à la vente de voitures. En proposant le financement, l'assurance, la banque espère mieux rentabiliser ses agences qui ne seront pas néanmoins transformées en garages. La Société Générale, le Crédit Agricole d'Ile de France et BNPPARIBAS restructurent leurs agences pour en faire des centres de services, de conseils. Les guichets sont remplacés par des bureaux confortables, les salles d'attente par des lounges. BNPPARIBAS, la Banque Postale et le Crédit Mutuel essaient également de rentrer sur le marché des services à domicile. Le conseiller qui jusqu'à maintenant vendait des produits financiers est-il disposé à être un vendeur de voiture ou d'heures de ménage... De leur côté, les clients connectés, habitués aux smartphone souhaitent-ils maintenir un lien physique avec leur agence avec des conseillers changeant en permanence de poste ?

Quand la Chine devient un champion de la lutte contre la pollution

La Chine s'est engagée dans une difficile transition en développant une société de services et de consommation. Une autre mutation qui n'est pas sans lien avec la précédente est en cours, c'est celle visant à rendre l'économie productive plus propre, moins consommatrice d'énergie et moins émettrice de gaz à effet de serre. Si de 2000 à 2008, la consommation d'énergie progressait plus vite que la croissance du PIB ; depuis, c'est l'inverse. La Chine améliore fortement son efficacité énergétique grâce à la fermeture des usines les plus polluantes, la mise en place de droits à l'émission de CO². Les délocalisations vers des pays à plus bas coûts expliquent également cette amélioration. Par point de croissance, les émissions de CO² ont été réduites de 30 % et la consommation d'énergie de 20 % en dix ans.

La lutte contre la pollution est devenue un sujet prioritaire tant pour l'opinion publique chinoise que pour le Gouvernement. Le Premier Ministre, Li Keqiang, a ainsi annoncé en clôture de la session du Parlement que « le gouvernement chinois est déterminé à lutter contre les brumes polluantes et la pollution », Il a ajouté que « les progrès auxquels nous sommes parvenus ne sont pas à la hauteur des attentes de la population ». Il faut souligner que plus de 90% des villes chinoises mesurant officiellement leur taux de pollution atmosphérique ont dépassé les normes nationales en 2014, selon un rapport publié fin janvier par Greenpeace.

Pour mettre en œuvre son plan de lutte contre la pollution, les autorités chinoises se heurtent aux nombreuses réticences des autorités locales, pour qui combattre la pollution de l'air revient à freiner le développement.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 18 mai

En **Chine**, il sera intéressant de suivre l'**évolution des prix de l'immobilier** du mois d'avril.

Au **Japon**, il sera utile de regarder la production **industrielle et le taux d'utilisation des capacités de production** du mois de mars.

En **Italie**, sera connu le résultat de la **balance commerciale** du mois de mars.

En **Allemagne**, il faudra regarder le **rapport mensuel de la Bundesbank**.

Au **Japon**, il faudra suivre de près le **taux de croissance du PIB** du premier trimestre. Au dernier trimestre 2014, le taux de croissance avait été de 0,4 %.

Mardi 19 mai

Au niveau de l'**Union européenne**, seront **communiquées les immatriculations de véhicules**.

Pour la **zone euro**, sera rendu public le résultat de la **balance commerciale** du mois de mars. Le **taux d'inflation** du mois d'avril sera également communiqué.

En **Allemagne**, il faudra suivre l'**indice ZEW** sur le sentiment des investisseurs pour le mois de mai.

Au **Royaume-Uni**, sera rendu public l'**indice des prix du mois d'avril**.

Aux **Etats-Unis**, seront communiqués **les mises en chantier** et les permis de construire du mois d'avril.

Mercredi 20 mai

Une **réunion de la BCE** est prévue mais les taux d'intérêt et la politique monétaire ne sont pas à l'ordre du jour.

Le compte rendu de la réunion de politique monétaire du 11 mai de la **Banque centrale anglaise** sera disponible.

Le **compte rendu de la réunion de la FED** des 28/29 avril sera communiqué.

Jeudi 21 mai

Pour **la France**, sera connu **l'indice PMI flash manufacturier** du mois de mai.

Au **Royaume-Uni**, sera publié **le résultat des ventes de détail** du mois d'avril.

Pour la **zone euro**, sera connu **le résultat de la balance des paiements courants** du mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les ventes de maisons existantes** du mois d'avril. Seront également publiés les indicateurs avancés du mois d'avril, l'enquête de la FED de Philadelphie pour le secteur manufacturier.

Vendredi 22 mai

En **France**, l'INSEE publie **ses enquêtes mensuelles sur la conjoncture** du mois de mai. Seront également communiqués les indices Markit manufacturier, des services et composite du mois de mai. Ils seront également publiés pour l'Allemagne et la zone euro.

L'agence **Moody's** présente sa revue de la **note de la France**.

En **Allemagne**, sera communiqué **le taux de croissance du PIB** pour le premier trimestre.

En **Italie**, sera rendu public le résultat des ventes de détail du mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, sera connu **l'indice des prix à la consommation** du mois d'avril. Sera également communiqué l'indice Markit PMI manufacturier du mois de mai.

Au **Japon**, il faudra suivre **l'indice PMI Markit manufacturier flash** de mai. Il sera également publié pour la **Chine, le Royaume-Uni et les Etats-Unis**.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC